



Arrêt

**n° 260 328 du 7 septembre 2021
dans l'affaire X / III**

En cause : X

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître M. ABBES
Rue Xavier de Bue 26
1180 BRUXELLES**

Contre :

**l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la
Migration**

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 25 avril 2019, en leur nom personnel et au nom de leurs enfants mineurs, par X et X, qui se déclarent de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation « des décision (sic) de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, prises en date du 11 décembre 2018 et [leur] notifiée (sic) en date du 27 mars 2019 (...), ainsi que les ordres de reconduire pris à [leur] encontre, le 11 décembre 2018 et [leur] notifiée (sic) en date du 27 mars 2019 (...) ».

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 6 mai 2018 avec la référence X.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 17 juin 2021 convoquant les parties à l'audience du 16 juillet 2021.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me DA CUNHA *loco* Me M. ABBES, avocat, qui comparaît pour les parties requérantes, et Me L. RAUX *loco* Mes D. MATRAY et C. PIRONT, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Les requérants sont arrivés sur le territoire belge à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer avec certitude.

1.2. Le 23 août 2013, le requérant s'est vu délivrer un ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée de trois ans par la partie défenderesse.

1.3. Le 16 février 2017, le requérant a introduit une première demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en sa qualité de « autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage » de M. [A.A.N.], qui a fait l'objet d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire prise par la partie défenderesse le 10 août 2017.

1.4. Le 30 août 2017, le requérant a introduit une deuxième demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en sa qualité de « autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage » de M. [A.A.N.], qui a fait l'objet d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire prise par la partie défenderesse le 13 février 2018.

1.5. Le 12 octobre 2017, la requérante a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en sa qualité de « autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage » de M. [A.A.N.], qui a fait l'objet d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire prise par la partie défenderesse le 3 avril 2018. La requérante a introduit un recours contre cette décision devant ce Conseil qui l'a rejeté au terme de l'arrêt n° 260 325 du 7 septembre 2021.

1.6. Le 12 octobre 2017, le fils des requérants a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en sa qualité de « autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage » de M. [A.A.N.], qui a fait l'objet d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire et d'un ordre de reconduire pris par la partie défenderesse le 3 avril 2018. Un recours a été introduit contre ces décisions devant ce Conseil qui les a annulées au terme de l'arrêt n° 260 327 du 7 septembre 2021.

1.7. Les 31 juillet 2018 et 6 août 2018, les requérants ont respectivement introduit des demandes de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en leur qualité de « autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage » de M. [A.A.N.], qui ont fait l'objet de décisions de refus de séjour de plus de trois mois avec ordres de quitter le territoire et d'ordres de reconduire leurs enfants ainsi que de deux décisions de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire prises à l'encontre de leurs enfants, décisions toutes prises en date du 11 décembre 2018 par la partie défenderesse et leur notifiées le 27 mars 2019.

Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire prise à l'encontre du requérant :

« est refusée au motif que :

- ☐ l'intéressé n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union (sic) ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le **31.07.2018**, la personne concernée a introduit une demande de regroupement familial en qualité d'autre membre de la famille de son cousin, [A.A.N.] (xxx) de nationalité espagnole. A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial (47/1), le caractère à charge de la demande n'a pas été valablement étayé.

En effet, même si la personne concernée a prouvé avoir bénéficié d'une aide financière ou matérielle de la personne qui lui ouvre le droit au séjour, elle reste en défaut de démontrer de manière probante qu'elle n'a pas de ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance pour subvenir à ses besoins essentiels : l'attestation administrative de charge de famille fournie par la personne concernée n'indique pas de période de prise en charge et est datée du 30.10.2017, date à laquelle les intéressés (sic) sur le territoire belge. En outre, nous ignorons quels sont les antécédents permettant d'établir que l'intéressé était à charge de son cousin, [A.A.N.] (xxx).

Enfin, l'intéressée (sic) n'établit pas que l'ouvrant droit dispose de moyens de subsistances (sic) suffisants pour le en charge pour la prendre en charge (sic). En effet, les documents fournis à cet effet

concernent un contrat de travail qui n'est plus effectif depuis le 30.06.2017. Nous ignorons donc actuellement quelle est la situation financière de l'ouvrant droit.

Par ailleurs, aucun document n'indique que la personne concernée **faisait partie du ménage** du regroupant dans son pays de provenance. Les certificats administratifs produits signalent simplement que les deux personnes résident à la même adresse lorsqu'ils se trouvent au Maroc, mais rien n'indique qu'ils aient vécu ensemble à cette adresse ni combien de temps.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de son enfant, de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez Monsieur [H.];

Vu que les intérêts familiaux du demandeur ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 ;

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'il n'est autorisé ou admis à séjourner à un autre titre : la demande de séjour introduite le 31.07.2018 en qualité d'autre membre de la famille de son cousin, [A.A.N.] (xxx) lui a été refusée ce jour. Il séjourne donc en Belgique de manière irrégulière ».

- S'agissant de la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire prise à l'encontre de la requérante :

« est refusée au motif que :

- l'intéressée n'a pas prouvé dans le délai requis qu'elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union (sic) ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 06.08.2018, la personne concernée a introduit une demande de regroupement familial en qualité d'autre membre de la famille de [A.A.N.] (xxx) de nationalité espagnole. A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial (47/1), le caractère à charge de la demande n'a pas été valablement étayé.

En effet, elle n'établit pas qu'elle était démunie ou que ses ressources étaient insuffisantes pour lui permettre de vivre décemment lorsqu'elle résidait dans son pays d'origine ou de provenance. Elle n'a déposé aucun document sur sa situation financière dans son pays d'origine ou de provenance.

De plus, elle n'établit pas que le soutien matériel de l'ouvrant droit lui était nécessaire et donc ne prouve pas de manière suffisante l'existence d'une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint. En effet, aucun document n'a été produit à cet effet.

Enfin, l'intéressée n'établit pas que l'ouvrant droit dispose de moyens de subsistances (sic) suffisants pour le prendre en charge pour la prendre en charge (sic). En effet, les documents fournis à cet effet concernent un contrat de travail qui n'est plus effectif depuis le 30.06.2017. Nous ignorons donc actuellement quelle est la situation financière de l'ouvrant droit.

Par ailleurs, aucun document n'indique que la personne concernée **faisait partie du ménage** du regroupant dans son pays de provenance.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Conformément à l'article 74/13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de la personne concernée a été examinée en tenant compte de l'intérêt supérieur de son enfant, de sa vie familiale et de son état de santé.

Vu que l'examen du dossier n'apporte aucun élément relatif à l'existence de problèmes médicaux chez Madame [E.H.];

Vu que les intérêts familiaux du demandeur ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions légales prévues à l'article 47/1 de la loi du 15/12/1980 ;

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est autorisée ou admise à séjourner à un autre titre: la demande de séjour introduite le 06.08.2018 en qualité d'autre membre de la famille de [A.A.N.] (xxx) lui a été refusée ce jour. Elle séjourne donc en Belgique de manière irrégulière ».

- S'agissant des décisions de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire prises à l'encontre des enfants mineurs (motivées de manière identique) :

« est refusée au motif que :

- *l'intéressé n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union (sic) d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;*

Le 06.08.2018, la personne concernée a introduit une demande de regroupement familial en qualité de d'autre membre de la famille de [A.A.N.] (xxx) de nationalité espagnole, sur base de 47/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

En date du 11 décembre 2018, les parents de la personne concernée se sont vus refuser leur demande de séjour de plus de trois mois avec un ordre de quitter le territoire. L'enfant suit donc la situation des parents.

Au vu de ce qui précède, les conditions de l'article 47/1 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée ».

- S'agissant des ordres de reconduire (motivés de manière identique) :

« En exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressé de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle (sic) n'est pas autorisée ou admise à séjourner à un autre titre que la demande de séjour introduite le 06.08.2018 en qualité d'autre membre de la famille de [A.A.N.] (xxx) lui est refusée ce jour ».

2. Exposé des moyens d'annulation

2.1. Les requérants prennent un premier moyen de « la violation :

- des articles 40, 42, 47/1 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lus en combinaison avec les articles 1 à 4 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs ;
- de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres ;
- de l'erreur manifeste d'appréciation ;
- du principe général de bonne administration notamment consacré par le droit national mais également à l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, ce compris le respect des droits de la défense comme principe général du droit de l'UE ».

Après avoir reproduit le prescrit des articles précités et rappelé la portée de l'obligation de motivation formelle qui incombe à la partie défenderesse, les requérants exposent ce qui suit :

« L'article 42, §1 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que :

Le droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au §4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. La reconnaissance tient compte de l'ensemble des éléments du dossier.

Le premier requérant a introduit la demande de séjour en date du 31 juillet 2018. Les autres requérants ont introduit leur demande le 6 août 2018.

Conformément à l'article 42, §1 de la loi du 15 décembre 1980, le droit au séjour des intéressés devait leur être reconnu dans un délai de six mois.

Or, au moment où la décision a été notifiée, le 27 mars 2019, le délai de six mois visé à l'article 42, §1 était dépassé.

Si, en principe, le délai commence à courir à dater du jour de l'acte (*dies a quo non computatur*), il ressort du libellé de l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980 que celui (*sic*) commence à courir (*sic*) le jour suivant l'introduction de la demande.

Le délai commençait ainsi à courir le 1er août 2018, s'agissant du premier requérant, et le 7 août 2018 pour les autres requérants. Il arrivait à échéance le 31 janvier 2019 pour le premier requérant et le 6 février 2019 pour les autres requérants (*dies ad quem computatur*).

Dans son arrêt Ibrahim DIALLO c/ EB du 27 juin 2018 (C-246/17), la CJUE a confirmé que :

L'article 10, paragraphe 1. de la directive 2004/38/ CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 2004, relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEB) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221 /CEE. 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 73/34/CEE, 73/33/CEE, 90/364/CEE, 90/363/CEE et 93/96/CEE, doit être interprété en ce sens que la décision relative à la demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne doit être adoptée et notifiée dans le délai de six mois prévu à cette disposition.

Le 1er février 2019, s'agissant du premier requérant, et le 7 février 2019 pour les autres requérants, la partie requérante disposait ainsi d'un droit, acquis, au séjour de plus de trois mois.

La partie défenderesse ne pouvait ainsi plus prendre de décision de refus de séjour, mais uniquement une décision de fin de séjour de plus de trois mois.

La partie défenderesse a par conséquent violé l'article 42 de la loi du 15 décembre 1980 ».

2.2. Les requérants prennent un deuxième moyen de « la violation :

- des articles 40, 40bis, 47/1 à 47/3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lus en combinaison avec les articles 1 à 4 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs,
- de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres ;
- de l'erreur manifeste d'appréciation,
- du principe général de bonne administration notamment consacré par le droit national mais également à l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, ce compris le respect des droits de la défense comme principe général du droit de l'UE (*notamment le droit d'être entendu avant toute décision faisant grief au requérant*),
- du principe *audi alteram partem* et du principe général des droits de la défense; violation du principe de la foi due aux actes (déduit des articles 1319, 1320 et 1322 du Code civil) ;
- l'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ».

2.2.1. Dans une *première branche*, titrée « violation de l'article 47/3 de la loi du 15 décembre 1980 », les requérants exposent ce qui suit :

« La demande de séjour des requérants est sollicitée en application de l'article 47/1, 2° de la loi du 15 décembre 1980. Conformément à l'article 47/3 :

Les autres membres de la famille visés à l'article 47 /1, 2°, doivent apporter la preuve qu'ils sont à charge du citoyen de l'Union qu'ils veulent accompagner ou rejoindre ou qu'ils font partie de son ménage.

Les documents attestant que l'autre membre de famille est à charge ou fait partie du ménage du citoyen de l'Union doit émaner des autorités compétentes du pays d'origine ou de provenance. A défaut, le fait d'être à charge ou de faire partie du ménage du citoyen de l'Union peut être prouvé par tout moyen approprié ».

Les requérants reproduisent un extrait de l'arrêt Yunying Jia contre Migrationsverket du 9 janvier 2007 (C-I/05) et poursuivent comme suit :

« La Cour rappelle ainsi à juste titre que les exigences imposées par les Etats membres ne peuvent avoir pour effet de priver d'effet utile les dispositions contenues dans le droit européen visant à octroyer aux membres de la famille de citoyens de l'Union ayant exercé leur droit à la libre circulation, un droit au séjour.

En l'espèce, l'article 47/3, §2 de la loi du 15 décembre 1980 permet au ressortissant d'un Etat tiers de prouver qu'il est à charge du citoyen de l'Union par une attestation, laquelle doit émaner du pays d'origine et attester de ce caractère à charge.

Ni l'article 47/3, ni les directives européennes dont cette disposition tire effet, ni la jurisprudence de la CJUE précitée, n'impose que la preuve du caractère à charge soit établie avant l'arrivée du ressortissant de l'Etat tiers sur le territoire belge ou qu'elle fasse mention d'une période définie dans le temps pendant laquelle le requérant est à charge du membre de sa famille ou la manière par laquelle les autorités du pays de provenance ont pu considérer que le requérant était effectivement à charge du membre de la famille.

Imposer au requérant de produire un document incluant ces mentions supplémentaires ajouterait des conditions à l'article 47/3 et violerait le principe de légalité.

La charge de la preuve qui repose sur les épaules du requérant ne peut être à ce point strict qu'elle priverait d'effet utile la disposition prévue à l'article 47/3 de la loi du 15 décembre 1980. L'exigence de démontrer que l'aide matérielle apportée par le citoyen de l'Union au membre de sa famille vise à couvrir les besoins essentiels peut, selon l'article 47/3 de la loi du 15 décembre 1980 et la jurisprudence précitée de la CJUE, être apportée par « tout moyen approprié ».

En l'espèce, il convient de constater que cette exigence a été valablement rencontrée lorsque le requérant a produit non seulement une attestation des autorités marocaines énonçant expressément que le requérant est à charge de Monsieur [A.A.], mais encore par la production de 38 preuves de versement (*sic*) de sommes d'argent de Monsieur [A.A.] à Monsieur [H.].

Votre Conseil a par ailleurs eu l'occasion de rappeler dans un arrêt n°217.288 du 22 février 2019 qu'énoncer que les documents produits sont établis postérieurement à l'arrivée sur le territoire belge du ressortissant de l'Etat tiers ne constitue pas une motivation suffisante, la partie défenderesse ne se prononçant pas sur l'ensemble des preuves fournies par le requérant pour prouver qu'il est à charge du citoyen de l'Union.

Il y a ainsi lu (*sic*) de conclure à la violation de l'article 47/3 de la loi du 15 décembre 1980, lu en combinaison avec l'obligation de motivation formelle des actes administratifs ».

2.2.2. Dans une *deuxième branche*, titrée « violation de la foi due aux actes concernant l'attestation des autorités marocaines », les requérants exposent ce qui suit :

« Dans la décision attaquée, la partie défenderesse énonce que les documents produits ne sont pas de nature à établir que le requérant est à charge de l'ouvrant droit.

En énonçant cela, la partie défenderesse viole le principe de la foi due aux actes.

L'attestation énonce de manière claire et non équivoque que « *selon les antécédents figurants dans cette commune [rurale de (xxx)], le nommé [N.A.] [...] a sa charge les membres de la famille suivante : [E.O.H.], date de naissance [xxx], lien de parenté cousin* ».

Ce document est apostillé.

A moins de remettre en cause l'authenticité de ce document, ce que la partie défenderesse ne semble pas faire dans la décision attaquée, la foi due aux actes ne permet pas de remettre en cause les constatations (*sic*) expressément établies dans ce document, valablement formulées par les autorités du pays de provenance qui ont estimé, sur la base de leurs registres et informations à leur disposition, que le requérant devait être considéré comme à charge de Monsieur [A.].

Conclure le contraire viole la foi due à ce document ».

2.2.3. Dans une *troisième branche*, titrée « violation de la foi due aux actes concernant le contrat de travail de Monsieur [A.A.], les requérants exposent ce qui suit :

« La partie défenderesse énonce que le requérant n'établirait pas que l'ouvrant droit dispose de ressources suffisantes, car « *les documents fournis à cet effet concernent un contrat de travail qui n'est plus effectif depuis le 30.06.2017* ».

Or, à l'appui de sa demande, et notamment en annexe C5 du mail qui a été adressé par le conseil du requérant à l'Office des étrangers en date du 7 novembre 2018, a bien été transmis le contrat de travail de Monsieur [A.], lequel est conclu à durée indéterminée.

Aucun élément de la décision attaquée ne permet de considérer que la partie défenderesse disposerait d'informations selon lesquelles il aurait été mis fin à l'occupation de Monsieur [A.A.]. A défaut d'éléments contraires, en énonçant que n'est pas apportée la preuve de ressources suffisantes depuis le 30.06.2017, alors que le contrat de travail de Monsieur [A.] est conclu à durée indéterminée, la partie défenderesse a violé la foi due à ce contrat de travail.

Si la partie défenderesse disposait d'informations lui permettant de considérer qu'il aurait été mis fin à l'occupation de Monsieur [A.] sans qu'elle ne soit tenue d'indiquer les motifs des motifs, il lui revenait, eu égard à son obligation de motivation formelle, d'indiquer de manière expresse dans la décision attaquée, les éléments lui permettant de conclure au fait que Monsieur [A.] ne disposerait plus d'un travail effectif à dater du 30.06.2017 ».

2.3. Les requérants prennent un troisième moyen de « la violation :

- des articles 62 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lus en combinaison avec les articles 1 à 4 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs,
- de la directive 2004/38/CE relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres ;
- de l'erreur manifeste d'appréciation,
- de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme, du principe général de bonne administration notamment consacré par le droit national mais également à l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE, ce compris le respect des droits de la défense comme principe général du droit de l'UE (*notamment le droit d'être entendu avant toute décision faisant grief au requérant*),
- du principe *audi alteram partem* et du principe général des droits de la défense;
- de l'article 22bis de la Constitution ;
- de l'article 24 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ».

Après avoir rappelé le prescrit et la portée de certains principes et dispositions visés au moyen, les requérants exposent ce qui suit :

« La décision attaquée est assortie d'un ordre de quitter le territoire et d'ordres de reconduire pour les enfants mineurs.

La partie défenderesse estime que cette décision ne porte pas atteinte à la vie familiale de la requérante, du fait que les intérêts familiaux ne peuvent prévaloir sur le non-respect des conditions de l'article 47/1 de la loi du 15 décembre 1980.

La partie requérante n'invoquerait aucun élément relatif à son état de santé.

La partie défenderesse ne démontre pas que la partie défenderesse (*sic*) aurait eu égard, dans la décision attaquée, à l'intérêt supérieur des enfants.

La décision attaquée est pourtant hautement attentatoire de ses droits, puisqu'elle le place dans une situation de précarité de séjour en refusant de lui reconnaître un droit de séjour.

Par ailleurs, la partie défenderesse prétend que la partie requérante n'a fait valoir aucun élément relatif à son état de santé.

Or, à aucun moment, la partie défenderesse n'a donné l'opportunité à la requérante de faire valoir de tels éléments.

La partie défenderesse n'a jamais permis à la partie requérante de faire valoir ses observations quant au fait qu'elle entendait lui délivrer une décision d'éloignement, ce qui porte atteinte à ses droits de la défense, tels que consacrés par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux, ainsi que le principe général *audi alteram partem*.

Si elle avait été entendue, la partie requérante aurait également pu faire état de ce que Monsieur [H.] dispose en Belgique d'une activité professionnelle.

La partie défenderesse a ainsi violé ces dispositions, de même que l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 et l'obligation de motivation formelle des actes administratifs ».

3. Discussion

3.1. Sur le premier moyen, le Conseil observe que les requérants ont respectivement introduit, en dates des 31 juillet 2018 et 6 août 2018, une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en leur qualité de « autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage », sur la base de l'article 47/1, 2°, de la loi, qui dispose comme suit :

« § 2. Sont considérés comme autres membres de la famille d'un citoyen de l'Union :

[...]

2° les membres de la famille, non visés à l'article 40bis, §2, qui, dans le pays de provenance, sont à charge ou font partie du ménage du citoyen de l'Union ».

Le Conseil rappelle par ailleurs que l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi, dispose que :

« § 1^{er}. Le droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume est reconnu le plus rapidement possible et au plus tard six mois après la date de la demande telle que prévue au § 4, alinéa 2, au citoyen de l'Union et aux membres de sa famille qui sont dans les conditions et pour la durée déterminées par le Roi, conformément aux règlements et directives européens. La reconnaissance tient compte de l'ensemble des éléments du dossier » et que l'article 52, § 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers précise, quant à lui, que :

« § 4. Si le membre de la famille a produit tous les documents requis, l'administration communale transmet la demande au délégué du ministre.

Si le Ministre ou son délégué reconnaît le droit de séjour ou si aucune décision n'est prise dans le délai prévu à l'article 42, de la loi, le bourgmestre ou son délégué délivre à l'étranger une " carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union " conforme au modèle figurant à l'annexe 9 ».

A la suite de questions préjudicielles posées par le Conseil d'Etat dans un arrêt n° 238.038 du 27 avril 2017 en lien avec les dispositions qui précèdent, la Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée, dans l'arrêt C-246/17 du 27 juin 2018, comme suit : « Compte tenu de l'ensemble des considérations qui précèdent, il y a lieu de répondre à la cinquième question que la directive 2004/38 doit être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à une réglementation nationale, telle que celle en cause au principal, qui impose aux autorités nationales compétentes de délivrer d'office une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union à l'intéressé, lorsque le délai de six mois, visé à l'article 10, paragraphe 1, de la directive 2004/38, est dépassé, sans constater, préalablement, que l'intéressé remplit effectivement les conditions pour séjourner dans l'État membre d'accueil conformément au droit de l'Union ».

En l'espèce, le Conseil observe que les actes querellés sont, entre autres, motivés par le constat que « le caractère à charge de la demande n'a pas été valablement étayé », constat qui n'est pas utilement contesté par les requérants conformément à ce qui est développé au point 3.2. du présent arrêt. Or, dès lors que cette condition, requise pour l'obtention d'une carte de séjour introduite sur la base de l'article 47/1, 2°, précité de la loi, n'est pas remplie dans le chef des requérants, ceux-ci n'ont pas d'intérêt aux

griefs afférents au délai endéans lequel les décisions litigieuses auraient dû être prises et notifiées et ce, conformément à l'enseignement de la Cour de justice de l'Union européenne exposé *supra*.

Surabondamment, le Conseil constate que les demandes de carte de séjour ont été introduites par les requérants en dates des 31 juillet 2018 et 6 août 2018 et que les décisions querellées ont été prises le 11 décembre 2018 - peu importe la date de leur notification -, soit endéans le délai de six mois prévu à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi, après la date de la demande en manière telle que l'argumentaire des requérants manque en fait.

Partant, le premier moyen n'est pas fondé.

3.2. Sur le deuxième moyen, le Conseil observe que les requérants ayant introduit leurs demandes de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en leur qualité de « autre membre de la famille – à charge ou faisant partie du ménage », sur la base de l'article 47/1, 2°, de la loi, il leur incombait de prouver qu'ils étaient à charge ou faisaient partie du ménage de la personne regroupante.

Le Conseil rappelle que la Cour de justice de l'Union européenne a, dans son arrêt YUNYING JIA du 9 janvier 2007, précisé ce qu'il faut entendre par personne « à charge ». Il ressort dudit arrêt que : « (...) l'article 1er, §1, sous d) de la directive 73/148 doit être interprété en ce sens que l'on entend par « [être] à [leur] charge » le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre Etat membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance ».

La condition fixée à l'article 47/1, 2°, de la loi, relative à la notion « [être] à [leur] charge » doit, dès lors, être comprise à la lumière de la jurisprudence précitée comme impliquant le fait d'avoir été à charge au pays d'origine ou de provenance avant de venir en Belgique. Il s'ensuit également qu'il ne suffit pas, pour pouvoir considérer qu'un demandeur est à charge de son membre de famille rejoint, que ce dernier dispose de ressources suffisantes ou de cohabiter avec celui-ci, encore faut-il que le demandeur établisse que le soutien matériel du regroupant lui était nécessaire au moment de la demande.

En l'espèce, le Conseil observe que les requérants se sont contentés de produire, en vue de démontrer leur qualité « à charge », une attestation administrative datée du 30 octobre 2017 émanant du Président de la commune rurale de Beni Chiker, lequel atteste que [N.A.], soit la personne regroupante, a, à sa charge, les membres de sa famille suivant : [E.O.H.], soit le requérant. Il est dès lors manifeste que ce document daté d'octobre 2017, qui au demeurant ne concerne qu'une seule personne, ne prouve aucunement ni que le soutien matériel du regroupant était nécessaire au couple au moment de l'introduction de leur demande d'autorisation de séjour, soit en juillet et août 2018, ni que le couple était démuné ou disposait de ressources insuffisantes, une prise en charge n'impliquant pas *de facto* un manque de moyens financiers permettant de subvenir aux besoins essentiels d'une personne. Il s'ensuit que la partie défenderesse a pu, contrairement à ce que soutiennent les requérants en termes de requête, estimer que « le caractère à charge de la demande n'a pas été valablement étayé ».

Ce motif suffisant à fonder les décisions contestées, il n'est pas utile de se prononcer sur la légalité du motif pris de l'absence de preuve de moyens de subsistance suffisants dans le chef du regroupant, qui, à supposer même qu'il ne soit pas fondé, ne pourrait suffire à justifier l'annulation de celles-ci.

En effet, selon la théorie de la pluralité des motifs, le Conseil ne doit pas annuler une décision fondée sur deux ou plusieurs motifs dont l'un ou certains seulement sont illégaux lorsqu'il apparaît que l'administration aurait pris la même décision si elle n'avait retenu que le ou les motifs légaux.

Dès lors, il n'y a pas lieu d'examiner l'argumentaire développé par les requérants relatif à ce dit motif de l'acte attaqué.

In fine, le Conseil constate que les requérants ne critiquent pas davantage le constat posé par la partie défenderesse selon lequel ils ne faisaient pas partie du ménage du regroupant dans le pays de provenance de sorte qu'il doit être considéré comme établi.

Le deuxième moyen n'est dès lors pas davantage fondé.

3.3. Sur le troisième moyen, le Conseil rappelle que lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision y a porté atteinte. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce, les requérants se limitant à relever, sans autre précision, que « La décision attaquée est pourtant hautement attentatoire de ses droits, puisqu'elle le place dans une situation de précarité de séjour en refusant de lui reconnaître un droit de séjour ». Qui plus est, le Conseil constate que des décisions de refus de séjour avec ordres de quitter le territoire et ordres de reconduire ont été prises à l'encontre des requérants et de leurs enfants, soit à l'égard de toute la famille de sorte qu'il ne peut être question d'un éclatement de la cellule familiale et partant d'une violation de l'article 8 de la CEDH dans le chef de la partie défenderesse.

Quant à la violation alléguée de l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et du droit à être entendu, le Conseil observe que la partie défenderesse a examiné les demandes de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, introduites par les requérants, au regard des éléments produits à l'appui desdites demandes. Dans le cadre de ces demandes, les requérants ont ainsi eu la possibilité de faire valoir les éléments démontrant, à leur estime, qu'ils remplissaient les conditions fixées à la reconnaissance du droit au séjour revendiqué ou tout autre élément qu'ils estimaient utile tel un élément relatif à leur état de santé.

Dès lors, le Conseil estime qu'aucune violation du droit d'être entendu ne peut être reprochée à la partie défenderesse en l'espèce et que la violation de l'article 41 de la Charte précitée et du principe du respect des droits de la défense ne peut davantage être retenue.

In fine, le Conseil rappelle que l'article 74/13 de la loi dispose que « Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné ».

Or, il ressort du dossier administratif, et plus particulièrement de deux notes de synthèse afférentes à chacun des requérants ainsi que des décisions attaquées, que les éléments précités ont été pris en considération par la partie défenderesse en manière telle que la violation de cette disposition ne peut être retenue, disposition qui au demeurant n'implique aucune obligation de motivation contrairement à ce que les requérants tentent de faire accroire.

Par conséquent, le troisième moyen ne peut être retenu.

3.4. Au regard de ce qui précède, il appert qu'aucun des moyens n'est fondé.

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge des parties requérantes.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de 372 euros, sont mis à la charge des parties requérantes.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le sept septembre deux mille vingt et un par :

Mme V. DELAHAUT,	présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,	La présidente,
--------------	----------------

A. IGREK

V. DELAHAUT